

MANUEL SUR LES POLITIQUES DE REGULARISATION :

PRATIQUES, DÉBATS ET
RÉSULTATS

RÉSUMÉ ANALYTIQUE



Édité par
Jill **AHRENS**
Albert **KRALER**
Imanol **LEGARDA**
Michele **LEVOY**



Cet ouvrage est sous licence libre Creative Commons
Attribution-Non-Commercial 4.0 International License
(<http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>)



REMERCEMENTS:

Ce résumé présente les messages clés du Handbook on Regularisation Policies: Practices, Debates and Outcomes et a été rédigé conjointement par les coéditeurs du manuel, Jill Ahrens, Albert Kraler, Imanol Legarda Díaz-Aguado et Michele LeVoy.

Le manuel complet est publié par les Presses de l'université de Krems et disponible à

l'adresse <https://doi.org/10.48341/chqk-ey86> (en anglais uniquement).

Auteurs : Jill Ahrens, Maristella Cacciapaglia, Franck Düvell, Abigail Goldfarb, Maegan Hendow, Jussi Jauhainen, Albert Kraler, Imanol Legarda Díaz-Aguado, Jasmijn Sootjes, Bernard Steiner et Anna Triandafyllidou.

Contributeurs : Norbert Cyrus, Alan Desmond, Ruth Heylin, Michele LeVoy, Stephanos Stavros et Constança Urbano de Sousa.

Conception et mise en page : Chloë Bouvier et Imanol Legarda Díaz-Aguado.

Illustration de couverture : Imanol Legarda Díaz-Aguado, à partir d'images développées par Visuality (<https://visuality.eu>).

Révisé pour le français par : Maite Zahran

Nous tenons à remercier Diego Acosta, Norbert Cyrus, Alan Desmond, Francesco Pasetti, Stephanos Stavros, Constança Urbano da Sousa et Laetitia Van Der Vennet pour avoir relu les contributions au manuel MIRREM.

COMMENT CITER :

Jill Ahrens, Albert Kraler, Imanol Díaz-Aguado et Michele LeVoy (2025). **Résumé – Manuel sur les politiques de régularisation : pratiques, débats et résultats** Krems : Université pour la formation continue de Krems. DOI : <https://doi.org/10.5281/zenodo.18853567>

REMERCEMENTS POUR LE FINANCEMENT :

Cette publication a bénéficié du soutien financier du programme de recherche et d'innovation Horizon Europe de l'Union européenne, de UK Research and Innovation (UKRI) dans le cadre de la garantie de financement Horizon Europe du gouvernement britannique et du programme des chaires d'excellence en recherche du gouvernement canadien.

Les points de vue et opinions exprimés sont toutefois ceux des auteurs uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne, de l'Agence exécutive pour la recherche, de UKRI et du gouvernement du Canada.



Funded by
the European Union



UK Research
and Innovation



Canada Excellence
Research Chair in
Migration & Integration

Résumé analytique

Plutôt qu'une mesure exceptionnelle, la régularisation est une réponse fréquente pour résoudre des situations d'irrégularité prolongée à long terme. Ce manuel soutient que la régularisation devrait être considérée comme un élément standard de la boîte à outils des politiques migratoires, offrant aux migrants en situation irrégulière une voie structurée pour régulariser leur statut lorsque d'autres options, telles que le retour, ne sont pas envisageables. La migration irrégulière doit être comprise comme une caractéristique structurelle des sociétés contemporaines, résultant de la demande constante de main-d'œuvre, des réseaux familiaux et sociaux, des aspirations individuelles en matière de migration et des politiques restrictives en matière d'entrée et de séjour.

Ce manuel fournit des conseils pratiques et fondés sur des données factuelles concernant la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de régularisation, en soulignant leur impact sur les marchés du travail, la cohésion sociale et les droits des migrants. S'appuyant sur des expériences menées en Europe, en Amérique du Nord et dans d'autres régions du monde, il examine le fonctionnement des différentes approches politiques, l'influence des acteurs clés sur les résultats et l'impact de la conception des procédures sur l'accessibilité, l'inclusivité et la légitimité. Il souligne que la régularisation, lorsqu'elle est mise en œuvre avec soin, peut réduire l'informalité, améliorer l'intégration et renforcer les contributions fiscales et sociales.

Objectif et public visé

Ce manuel est destiné aux décideurs politiques, aux autorités chargées des migrations, aux acteurs de la société civile et aux chercheurs impliqués dans la gouvernance des migrations. En situant la régularisation dans un contexte historique plus large et en clarifiant sa portée, il fournit :

- Des conseils fondés sur des données probantes pour la conception et l'évaluation des politiques de régularisation.
- Un aperçu des conséquences pratiques des choix politiques pour les migrants, les institutions et les sociétés.
- Exemples de bonnes pratiques en Europe, au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays.
- Outils permettant d'anticiper les effets (indésirables), de simplifier les procédures administratives et de gérer les compromis entre les priorités humanitaires, juridiques et socio-économiques.
- Ressources pour soutenir les stratégies de communication publique et le débat autour de la régularisation.

Définition de la régularisation : concepts et portée

Une compréhension claire et une définition précise de la régularisation sont essentielles pour une élaboration efficace des politiques.

- **Définition claire** : dans le présent manuel, la régularisation est comprise comme un processus officiel défini par l'État qui accorde un statut de résident à des personnes qui se trouvaient auparavant en situation irrégulière, y compris celles dont l'ordre d'expulsion a été temporairement suspendu (comme la *Duldung* en Allemagne).
- **Outil pragmatique** : la régularisation traite les situations de séjour irrégulier de longue durée, les besoins humanitaires et l'inclusion sociale, en particulier lorsque d'autres options politiques ne sont pas ou ne sont plus réalisables ou souhaitables.

- **Diversité des politiques de régularisation** : la régularisation englobe des programmes temporaires, des mécanismes permanents et des politiques qui ne portent pas officiellement le nom de « régularisation », mais qui, s'ils sont bien conçus, peuvent tous aboutir à des résultats similaires.
- **Communication claire** : une communication transparente et cohérente est essentielle pour instaurer la confiance entre les migrants et le public.

État de droit et considérations juridiques relatives à la régularisation

Les politiques de régularisation s'inscrivent dans des cadres juridiques, notamment en matière d'équité, d'égalité et d'accès à la justice, et mettent l'accent sur l'État de droit comme cadre de protection des migrants plutôt que sur la simple application des règles existantes. Bien que l'UE affirme souvent qu'elle n'a pas de compétence directe en matière de régularisation, ses institutions influencent les choix nationaux par le biais d'une coordination souple, de cadres juridiques et de discours politiques.

- **Cadres juridiques de l'UE** : la directive « retour » de 2008 autorise les États membres à accorder des titres de séjour « pour quelque motif que ce soit » (art. 6, paragraphe 4), tandis que d'autres directives imposent ou permettent la délivrance de titres de séjour aux groupes vulnérables, notamment les survivants de violences, les

victimes de la traite et les personnes exploitées au travail.

- **Décisions de l'UE** : les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ont obligé les États à accorder des droits de séjour ou à s'abstenir d'expulser (voir les arrêts [Ruiz Zambrano](#) et [Metock et autres](#)).
- **Tribunaux nationaux** : des décisions rendues au niveau national, comme en Irlande ([Luximon & Balchand](#) en 2018), montrent que les tribunaux peuvent également influencer les programmes de régularisation ciblés.
- **Justification juridique** : des mesures telles que les pare-feu, les suspensions temporaires d'expulsion ou les programmes de régularisation à durée limitée renforcent la sécurité juridique et réduisent l'exploitation.

Variations politiques : programmes de régularisation vs mécanismes

La régularisation prend différentes formes, allant de programmes à durée limitée conçus pour répondre à des besoins ou à des crises spécifiques, à des mécanismes de régularisation permanents intégrés dans la législation. Les deux approches peuvent être efficaces, selon la manière dont elles sont conçues et mises en œuvre.

- **Les programmes de régularisation à durée limitée peuvent répondre à des situations spécifiques.** Le *Chancen-Aufenthaltsrecht* 2022 allemand accorde un permis de séjour transitoire de 18 mois aux personnes bénéficiant d'au moins cinq ans de *Duldung*, en liant la régularisation temporaire à des exigences d'intégration telles que l'emploi et l'acquisition de la langue.

- **Les mécanismes de régularisation continue créent des voies d'accès permanentes pour les personnes en situation irrégulière ou précaire.**

Le mécanisme permanent *arraigo* (introduit pour la première fois en 2004, puis étendu) offre désormais de multiples voies d'accès à la régularisation sur la base de critères sociaux, professionnels, familiaux, éducatifs ou liés au statut antérieur, assurant une stabilité à long terme aux migrants en situation irrégulière.

- **Impact de la conception :** les choix en matière de conception des politiques reflètent des priorités politiques plus larges et façonnent les droits des migrants, la capacité administrative et la légitimité des politiques.

Engagement des parties prenantes et conception des politiques

Si la régularisation reste principalement une compétence nationale, une régularisation efficace repose sur la collaboration entre plusieurs acteurs, notamment les autorités nationales, les institutions de l'UE, les syndicats, les employeurs, la société civile et les groupes de défense des migrants.

- **Gouvernements nationaux et locaux :** les autorités nationales établissent le cadre juridique de la régularisation, mais les villes adoptent souvent des mesures plus inclusives (telles que les « villes sanctuaires »), notamment l'accès aux services, les cartes d'identité municipales ou l'aide à la demande. Ces [initiatives locales](#) peuvent s'écarter de la politique nationale.
- **Société civile :** dans le cadre du programme irlandais de régularisation des « migrants

sans papiers de longue date » de 2022, les organisations de la société civile ont joué un rôle crucial dans la sensibilisation et le soutien direct aux demandeurs, garantissant l'accessibilité à des groupes qui auraient autrement été exclus.

- **Initiatives de plaidoyer :** Des mouvements dirigés par des migrants et des organisations confessionnelles ont plaidé en faveur de la régularisation et ont également noué des alliances politiques. En Espagne, [#RegularizaciónYA](#) a lancé une initiative législative populaire, recueillant plus de 700 000 signatures d'ici 2022 afin de promouvoir un programme de régularisation destiné aux travailleurs des secteurs précaires souvent exclus des voies existantes.

Impacts et résultats

La régularisation a des effets sociaux, économiques et juridiques démontrables, mais les résultats dépendent de la conception du programme et de la gouvernance migratoire au sens large.

- **Limites des statuts conditionnels** : les statuts précaires, conditionnels ou dépendants de l'employeur peuvent limiter l'efficacité de la régularisation, comme on l'a vu en Italie lors de la régularisation de 2020 pendant la pandémie de COVID, qui exigeait que les demandes soient introduites par l'intermédiaire des employeurs pour les travailleurs agricoles et les aides-soignants, avec des conditions et des documents stricts ; le fait de dépendre du parrainage de l'employeur et des permis de courte durée a limité l'accès et laissé de nombreux travailleurs dans des situations précaires.

- **Nécessité d'un suivi** : il est essentiel de surveiller les conséquences prévues et imprévues, notamment les effets sur les marchés du travail, les droits des migrants et les trajectoires d'intégration, et d'adapter les programmes en conséquence. Par exemple, les parcours des étudiants de l'enseignement supérieur au Canada illustrent des conséquences imprévues, car les modifications apportées à l'éligibilité à certains permis d'études ou permis de travail post-diplôme dans les années 2020 ont accru le risque pour les étudiants de perdre leur statut, montrant ainsi comment les lacunes politiques et la complexité administrative peuvent involontairement produire des situations irrégulières, même parmi les migrants en règle.

Perspectives contextuelles et comparatives

Les politiques de régularisation s'inscrivent dans des contextes politiques, sociaux et internationaux plus larges qui déterminent à la fois leur faisabilité et leurs résultats.

- **Régimes de protection temporaire** : Les mesures à court terme démontrent comment des réponses rapides peuvent prévenir l'irrégularité, mais comportent des risques lorsqu'elles sont de courte durée ou qu'il n'existe pas de voie d'accès à d'autres permis durables. En Turquie, les Syriens ont été orientés vers des régimes de protection temporaire comme principale voie d'accès à un statut régulier et ont conservé ce statut pendant les 15 dernières années. L'activation de la directive sur la protection temporaire (TPD) dans l'UE a donné à des millions d'Ukrainiens des droits de séjour immédiats et l'accès à des services, montrant comment un mécanisme régional coordonné peut régulariser de grandes populations à grande échelle, mais leur protection est limitée dans le temps et a déjà dû expirer à plusieurs reprises.
- **Leçon tirée de l'Amérique du Nord** : les expériences des États-Unis en matière de mesures

et de programmes de régularisation mettent en évidence des enseignements pratiques en matière de conception, d'accessibilité et de partenariats avec la société civile, offrant des informations précieuses aux décideurs politiques européens qui cherchent à trouver un équilibre entre les obligations humanitaires, les besoins du marché du travail et la légitimité publique (voir, par exemple, le programme DACA (Deferred Action for Childhood Arrivals) au chapitre 10).

- **Expérience latino-américaine** : [plus de 100 régularisations](#) ont été mises en œuvre en Amérique latine au XXI^e siècle. La Colombie, qui accueille actuellement la plus grande population de migrants vénézuéliens de la région, leur offre une protection temporaire et toute une série de voies de régularisation. L'Amérique latine et l'Europe ont en commun une logique sélective et conditionnelle ainsi qu'une complexité bureaucratique. Mais l'Europe met l'accent sur l'intégration et l'évaluation discrétionnaire, tandis que l'Amérique latine privilégie souvent un accès plus large et des approches fondées sur les droits.

Conclusions

Les données présentées dans ce manuel montrent que si la régularisation peut offrir des voies essentielles vers un statut de résident régulier, l'accès pratique reste inégal. La complexité bureaucratique, les contraintes en matière de documentation et les critères conditionnels limitent souvent les avantages de politiques qui seraient autrement inclusives. Les décideurs politiques doivent reconnaître que l'éligibilité formelle ne se traduit pas toujours par une protection ou une stabilité effective pour les migrants.

Il reste encore des lacunes politiques à combler. Dans toutes les régions, l'éligibilité sélective, les programmes temporaires et la dépendance à l'égard du parrainage de l'employeur créent des obstacles persistants. Il est essentiel de renforcer la mise en œuvre grâce à des procédures claires, des services de soutien adéquats et des mécanismes de suivi. Veiller à ce que les politiques

tiennent compte de la diversité des situations des migrants, notamment en matière d'emploi, de liens familiaux et d'irrégularité antérieure, peut améliorer l'équité et l'efficacité.

L'expérience comparative suggère des pistes possibles pour aller de l'avant : intégrer des principes fondés sur les droits, simplifier les exigences administratives et trouver un équilibre entre les évaluations discrétionnaires et des règles claires en matière de droits. Les décideurs politiques peuvent également s'inspirer des pratiques régionales, telles que l'accès fondé sur les droits humains en Amérique latine et les approches liées à l'intégration en Europe, pour élaborer des cadres flexibles mais cohérents qui réduisent l'irrégularité tout en favorisant l'inclusion sociale et économique.

Ce manuel démontre que la régularisation des migrants n'est pas une mesure exceptionnelle, mais un outil essentiel des politiques de gouvernance migratoire. Il examine les modèles politiques, les acteurs impliqués et les défis liés à la mise en œuvre, en mettant en lumière les impacts sur les marchés du travail, les droits et la cohésion sociale. S'appuyant sur des données provenant de l'Europe et d'autres régions du monde, il offre aux décideurs politiques des options pratiques pour répondre de manière efficace et durable à la présence de migrants en situation irrégulière.



Funded by
the European Union



UK Research
and Innovation



Toronto
Metropolitan
University

Canada Excellence
Research Chair in
Migration & Integration

